




**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX
EN PROVENCE N° DL.2017-603**

Séance publique du

13 décembre 2017

**Présidence de Maryse JOISSAINS MASINI
Maire d'Aix-en-Provence Vice-Président de la
Métropole Aix-Marseille-Provence Président du
Conseil de Territoire du Pays d'aix**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20171213- lmc1123919-DE-1-1
Date de signature : 15/12/2017
Date de réception : vendredi 15 décembre 2017
 <p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓</p>

OBJET : SERVITUDE ERDF DEVENUE ENEDIS - 9 RUE DU LIEUTENANT-COLONEL PHILIPPE ERULIN - ALIMENTATION COLLECTIF SCCV LES JARDINS D'ALLORI - PARCELLE CI N°213p

Le 13 décembre 2017 à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 07/12/2017, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

Monsieur Jacques AGOPIAN, Madame Abbassia BACHI, Monsieur Edouard BALDO, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Jean BOULHOL, Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Raoul BOYER, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Eric CHEVALIER, Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Brigitte DEVESA, Monsieur Alexandre GALLESE, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Monsieur Claude MAINA, Madame Irène MALAUZAT, Madame Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Madame Liliane PIERRON, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Monsieur Christian ROLANDO, Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Madame Josyane SOLARI, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Charlotte BENON, Madame Dominique AUGÉY à Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Patricia BORRICAND à Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Danièle BRUNET à Madame Brigitte DEVESA, Monsieur Philippe DE SAINTDO à Madame Irène MALAUZAT, Madame Sylvaine DI CARO à Monsieur Jean-Marc PERRIN, Monsieur Laurent DILLINGER à Monsieur Jean BOULHOL, Monsieur Gilles DONATINI à Eric CHEVALIER, Madame Michele EINAUDI à Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Madame Muriel HERNANDEZ à Monsieur Moussa BENKACI, Madame Coralie JAUSSAUD à Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Sophie JOISSAINS à Monsieur Francis TAULAN, Madame Gaele LENFANT à Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Catherine ROUVIER à Monsieur Raoul BOYER, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL à Monsieur Gérard BRAMOULLÉ.

Excusés sans pouvoir :

Madame Charlotte DE BUSSCHERE, Monsieur Sylvain DIJON, Madame Souad HAMMAL, Monsieur Michael ZAZOUN.

Secrétaire : Jean BOULHOL

Madame Odile BONTHOUX donne lecture du rapport ci-joint.



D.G.A.S - Etudes Juridiques, Marchés
Publics et Patrimoine Communal
Direction du Foncier & Gestion du
Patrimoine

RAPPORT POUR
LE CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 DÉCEMBRE 2017

Nomenclature : 3.2
Aliénations

RAPPORTEUR : Madame Odile BONTHOUX

Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : SERVITUDE ERDF DEVENUE ENEDIS - 9 RUE DU LIEUTENANT-COLONEL
PHILIPPE ERULIN - ALIMENTATION COLLECTIF SCCV LES JARDINS D'ALLORI -
PARCELLE CI N°213P- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique de la SCCV Les Jardins d'Allori, la société ERDF a demandé la création d'une servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée section CI n°213p.

Cette servitude s'étend sur 20 mètres de long et 1 mètre de large, soit 20 m² à une profondeur inférieure à 3 mètres.

Les services des Domaines ont évalué la servitude à 240 euros H.T.

Ces travaux seront pris totalement en charge par ERDF selon les règles et normes en vigueur. Compte tenu de l'intérêt pour le collectif, il peut être envisagé de consentir cette servitude à 1 € symbolique.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** la création de servitude de passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée section CI n°213p pour la somme de 1 € symbolique.

- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué au Foncier à signer le ou les actes à intervenir, ainsi que toutes les pièces qui en seraient la suite ou la conséquence.

DL.2017-603 - SERVITUDE ERDF DEVENUE ENEDIS - 9 RUE DU LIEUTENANT-COLONEL
PHILIPPE ERULIN - ALIMENTATION COLLECTIF SCCV LES JARDINS D'ALLORI -
PARCELLE CI N°213P-

Présents et représentés	: 51
Présents	: 36
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 51
Pour	: 51
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire

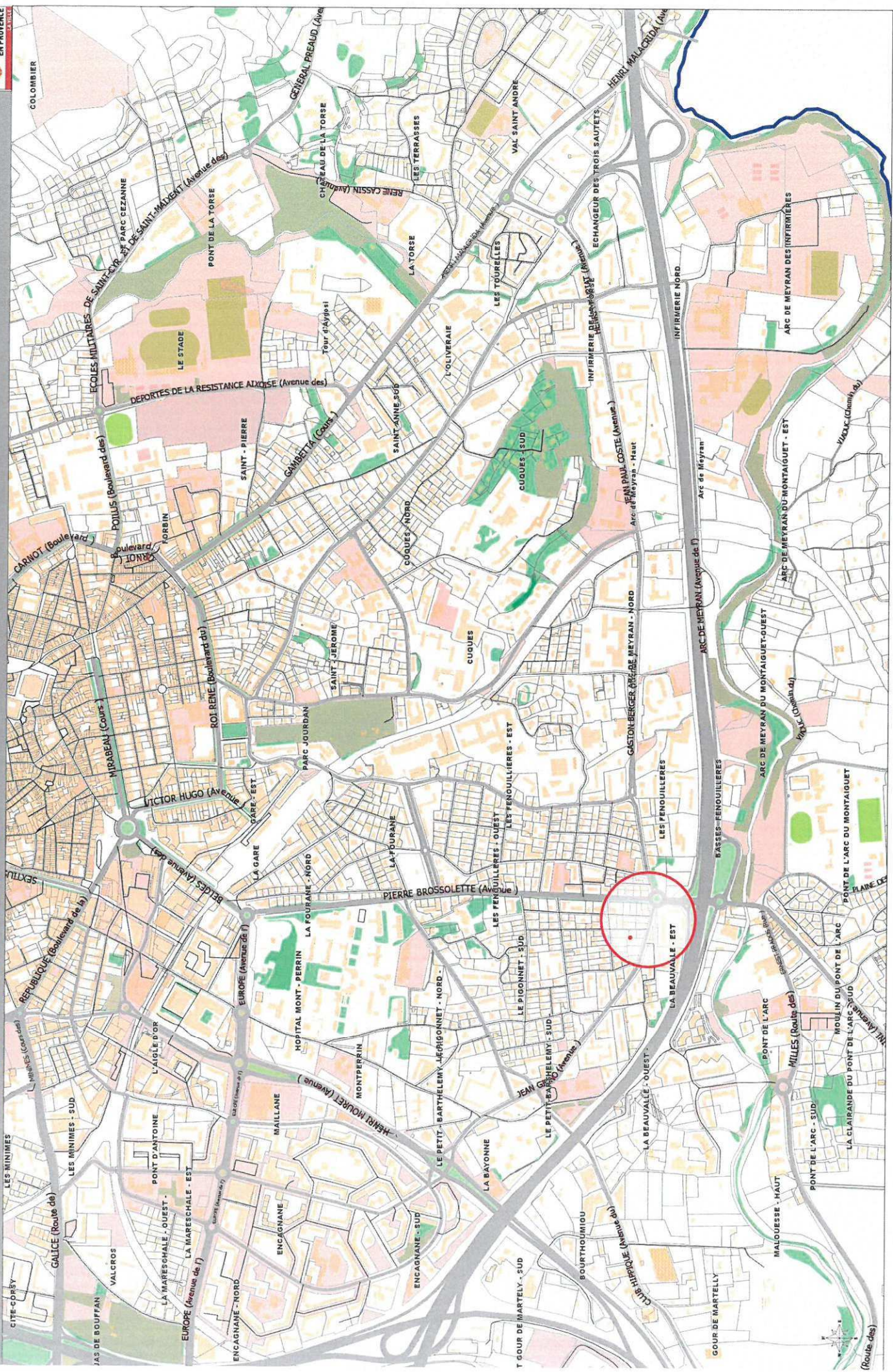
Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint délégué,
Reine MERGER



1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»

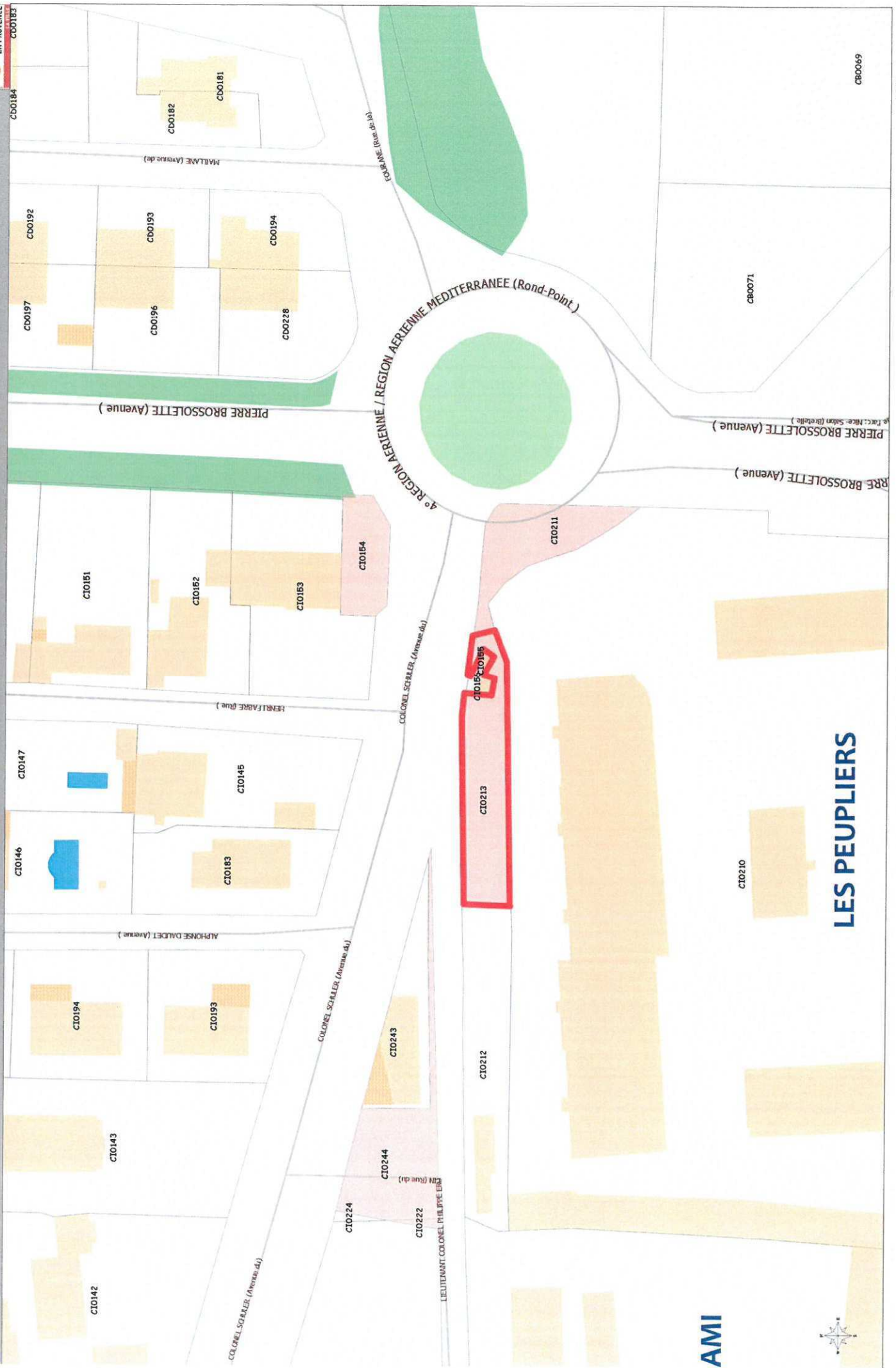
SERVITUDE ERDF CI0213 PDS



SERVITUDE ERDF CI0213 CAD



AIX
EN PROVENCE
CD00183



LES PEUPLIERS

AMI

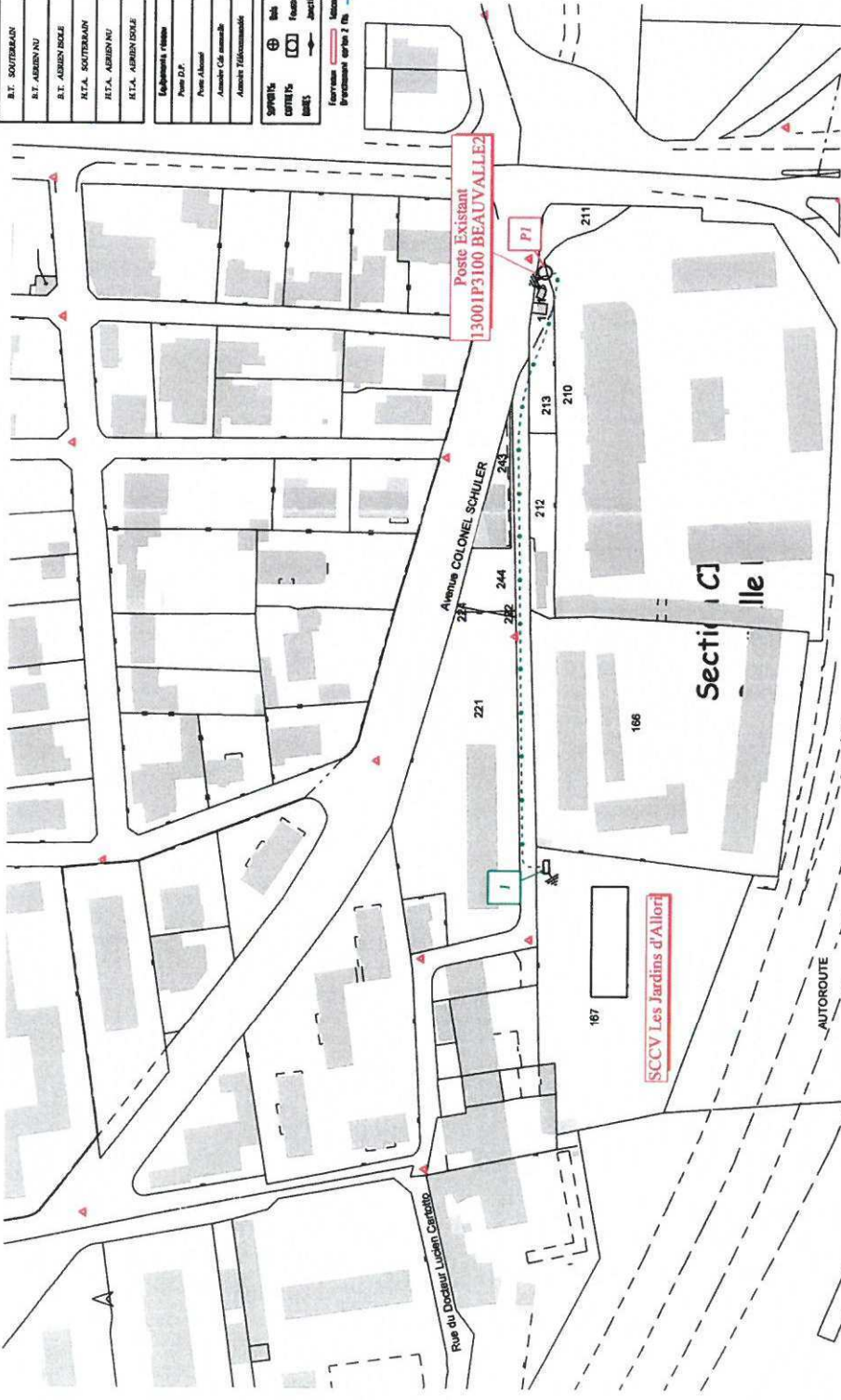


LEGENDE PLAN PARCELLAIRE AU 1/1250

Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures
B.T. SOUTERRAIN	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures
B.T. AERIEN NU	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures
B.T. AERIEN INCL	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures
M.T.A. SOUTERRAIN	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures
M.T.A. AERIEN NU	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures
M.T.A. AERIEN INCL	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures	Surveys & structures

Equipements réels	Equipements réels	Equipements réels	Equipements réels	Equipements réels	Equipements réels
Poste D.P.	Poste Aérien	Antenne Cde amovible	Antenne Télécom mobile	Antenne Télécom fixe	Antenne Télécom fixe

SYMBOLS	SYMBOLS	SYMBOLS	SYMBOLS	SYMBOLS	SYMBOLS
⊕	⊗	⊙	⊚	⊛	⊜
⊕	⊗	⊙	⊚	⊛	⊜
⊕	⊗	⊙	⊚	⊛	⊜
⊕	⊗	⊙	⊚	⊛	⊜
⊕	⊗	⊙	⊚	⊛	⊜
⊕	⊗	⊙	⊚	⊛	⊜



SIGNATURES : (précédées de la mention "lu et approuvé")

PROPRIÉTAIRE :

ERDF :

A: _____
LE: _____

A: _____
LE: _____

ERDF

Le 14/02/2017

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ET
DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Pôle Gestion publique
Division France Domaine
Service des évaluations

16, rue Borde
13357 MARSEILLE CEDEX 20
Téléphone : 04.91.17.91.17
dfrip13.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Christine BOUTILLIER
Téléphone : 04 42 37 54 29
christine.boutillier@dgfip.finances.gouv.fr
Réf : AVIS n° 2016-001V0949

La Directrice régionale des Finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et du département des Bouches-du-Rhône

à

Madame le Maire
Direction du Foncier et Gestion du Patrimoine
Hôtel de Ville
CS 30715

13616 AIX EN PROVENCE CEDEX 1

ARRIVE LE 20 FEV. 2017

88h56
ENREGISTRE INFORMATIQUEMENT

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : SERVITUDE DE TREFONDS - SECTION CI PARCELLE 213P

ADRESSE DU BIEN : RUE DU LT-COL. PHILIPPE ERULIN - AIX EN PROVENCE

VALEUR VÉNALE DE LA SERVITUDE : 240 €

1 - SERVICE CONSULTANT

Commune d'AIX EN PROVENCE
Direction Générale Adjointe Etudes Juridiques,
Marchés Publics et Patrimoine Communal
Direction Foncier et Gestion du Patrimoine

AFFAIRE SUIVIE PAR :

Mme Muriel MAS

2 - DATE DE CONSULTATION

: 20/04/2016

DATE DE RÉCEPTION

: 27/04/2016

DATE DE VISITE

: bien non visité

DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »

: 27/04/2016

COURRIER ARRIVEE			
DIRECTION FONCIER ET GESTION DU PATRIMOINE			
23 FEV. 2017			
N°			
AF	MF	GPC	DIR

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

- Projet d'octroi d'une servitude de tréfonds au profit d'ERDF
- Détermination de la valeur de cette servitude

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale : section CI parcelle n°213p

Description du bien : emprise en nature de talus boisé.

Emprise : 20 m de long et 1 m de large, soit 20 m² - Profondeur présumée inférieure à 3 m.

5 – SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Commune d'Aix en Provence
- origine de propriété : ancienne et /ou sans incidence sur l'évaluation
- situation d'occupation : bien présumé libre de toute occupation.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

PLU approuvé 23/07/2015 et opposable aux tiers depuis le 03/09/2015
Zone Urbaine d'Intensification Maîtrisée (UM)

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode d'évaluation par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables ou assimilables à celui du bien à évaluer.

La valeur de la servitude de passage en tréfonds à constituer au profit d'ERDF sur une emprise foncière de 20 m² et une profondeur présumée inférieure à 3 m, est estimée à 240 € H.T.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

12 mois

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour l'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directrice Régionale des Finances Publiques de
Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département
des Bouches-du-Rhône, et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Evaluateur,



Christine BOUTILLIER

SERVITUDE ERDF CI0213 PLU

